



LES LEVIERS DE NOTRE POLITIQUE RSE

La responsabilité au cœur de nos actions

03

2014,
DE NOUVEAUX JALONS
POUR LA RSE

04

UN ANCRAGE
TERRITORIAL
QUI FAIT SENS

05

DES INVESTISSEMENTS
EXAMINÉS
À LA LOUPE

06

QUAND
RESPONSABILITÉ
RIME AVEC
PERFORMANCE

LES LEVIERS DE NOTRE POLITIQUE RSE

100 g/Km

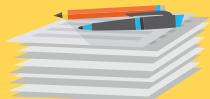
Taux moyen d'émission de CO₂ des véhicules du parc de l'Agence. Il était de 160 g il y a 6 ans...

-62,5%
en 6 ans



100%

du papier usagé recyclé au siège de Sarcelles.



97%

des placements de l'Agence sont évalués par Ethifinance – agence de notation ISR indépendante – qui confirme que "la démarche mise en place par l'ANCV est conforme et répond aux objectifs inscrits dans le Contrat d'objectifs et de performance".



7



C'est le nombre de salariés en insertion employés par une entreprise adaptée pour l'entretien des espaces verts.

64,30%

de femmes en décembre 2014. Elles représentent 54,5% de l'encadrement.



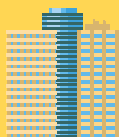
3%



de la masse salariale consacrée à la formation. Le triple du plancher légal.

37,5%

des postes ouverts à recrutement ont été pourvus en interne.



2300

projets de Sarcellois ont déjà bénéficié de l'action sociale de l'Agence, essentiellement sous forme d'Aide aux projets vacances.



1^{er}

véhicule utilitaire électrique acheté en 2014.



2014, DE NOUVEAUX JALONS POUR LA RSE

En 2014, plusieurs événements marquants, concrétisant parfois des années de travail, symbolisent la mobilisation de l'Agence sur le terrain de la responsabilité sociétale.

Inscrite dans l'ADN de l'Agence, sa responsabilité sociétale s'illustre par sa volonté de performance dans la conduite de sa mission, réaffirmée dans le COP 2013-2016. Elle se retrouve aussi

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

La responsabilité sociétale des entreprises est un concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une base volontaire.

dans l'augmentation continue du nombre des bénéficiaires des Chèques-Vacances et des programmes de solidarité en faveur des publics les plus fragiles.

L'Agence a initié une démarche structurée d'évaluation et de transformation de l'ensemble de ses pratiques de gestion, dès le coup d'envoi donné par les pouvoirs publics via la circulaire de décembre 2008*. Mais 2014 fait toutefois figure d'année exceptionnelle, avec le rachat de ses locaux sarcellois, l'adhésion au Club développement durable des établissements et entreprises publics, l'élaboration de principes de management et l'évaluation des placements financiers en matière d'investissement socialement responsable par un organisme indépendant. Autant d'événements offrant de nouvelles pistes d'amélioration.

Arnaud Cartron

directeur du département des mandats publics et de la fiducie à la direction des services bancaires, représente la Caisse des dépôts au sein du comité financier de surveillance (CFS) de l'ANCV

"La mission du CFS est de contrôler les gestionnaires des fonds, de suivre de près la politique ISR et de donner son avis sur les états financiers de l'Agence. Son périmètre de compétence a été étendu au pilotage des risques et des audits. C'est un organe de contrôle essentiel au bon fonctionnement de l'Agence."

* Circulaire du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics.



Siège de l'ANCV à Sarcelles (95).

UN ANCRAGE TERRITORIAL QUI FAIT SENS

En 2014, l'Agence confirmait son enracinement à Sarcelles après une décennie de présence en rachetant ses locaux.

Dès l'installation de son siège au 36, boulevard Henri-Bergson, en 2005, l'Agence entrait en contact avec les services sociaux de Sarcelles. Par l'intermédiaire de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), leur partenaire commun, elle soutenait dès 2007 les premiers projets de départ de Sarcellois (cf. encadré).

Contribuer au développement local

Très impliquée dans l'essor du territoire, l'Agence a toujours confié l'essentiel de ses recrutements à des acteurs locaux : Pôle Emploi, associations d'insertion, Cap Emploi, missions locales ou agences d'intérim... Ainsi, plus de 40 % de ses collaborateurs travaillant au siège résident dans le Val-d'Oise. L'Agence verse également sa taxe d'apprentissage à un établissement du Val-d'Oise.

40%

des collaborateurs de l'ANCV travaillant au siège résident dans le Val d'Oise.

Dans le même temps, la ville de Sarcelles s'est transformée. L'arrivée du tramway, l'amélioration des infrastructures routières, l'action des services communaux et l'installation de nouveaux commerces et restaurants font aujourd'hui de son centre-ville un lieu ouvert et vivant. En faisant l'acquisition de ses locaux, l'Agence s'inscrit durablement dans un environnement en écho à ses missions sociales et solidaires. ●



Le partenariat avec la ville de Sarcelles en vidéo : dailymotion.com/video/xrhgze

UN OUTIL PUISSANT POUR L'ACTION SOCIALE

Depuis 2007, près de 2300 Aides aux projets vacances ont été attribuées à des Sarcellois, par l'entremise des trois centres sociaux et sept structures de la Ville. "C'est un très bel outil, notamment pour les jeunes puisqu'il les amène, en préparant leur projet

de départ, à développer des compétences transférables, y compris sur le terrain de l'emploi, s'enthousiasme Olivier Langlet, directeur de la Vie des quartiers à la municipalité. C'est aussi, pour nos agents, un autre moyen d'entrer en relation avec les publics en

difficulté. Certains bénéficiaires de ce dispositif doivent présenter leur projet au siège de l'Agence, en présence de représentants de la FCSF. Ils réalisent alors que ces grandes institutions sont à leurs côtés, se sentent considérés et ont à cœur d'en être dignes."

DES INVESTISSEMENTS EXAMINÉS À LA LOUPE

Évalués par une agence indépendante, les investissements de l'Agence bénéficient d'un bon classement en matière de responsabilité sociale.

"Notre portefeuille de placements est évalué par Ethifinance, une agence indépendante. Celle-ci produit chaque trimestre un rapport détaillé, examiné en Comité financier de surveillance. Nous allons désormais enclencher la deuxième phase de notre politique d'investissement socialement responsable en sensibilisant nos partenaires financiers, pour les amener à améliorer leurs performances."

Ces quelques mots de Mamadou Diop, responsable des services finances et achats, permettent de mesurer le chemin parcouru depuis que l'Agence a décidé, en 2009, de se lancer dans cette démarche.

Pour évaluer les émetteurs de fonds et de titres, Ethifinance examine 122 critères. Conformément aux prescriptions de l'ONU, ils portent, entre autres, sur les droits de l'homme, les droits du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Ils sont ramenés à une note unique sur 100. En parallèle, Ethifinance surveille l'actualité : controverses et comportements suspects font monter les émetteurs sur une échelle de 0 à 5,

« Cette politique [...] s'inscrit surtout dans notre philosophie, qui est d'œuvrer pour un monde plus responsable et solidaire »

Mamadou Diop
responsable des services
finances et achats à l'ANCV

122

critères examinés
par Ethifinance.

69

c'est la note obtenue
par l'Agence.

cette dernière note étant réservée aux organismes impliqués dans des polémiques ou des scandales contrevenant gravement aux principes fondamentaux de notre Charte ISR. Aucun ne figure, bien entendu, dans le portefeuille de l'Agence, dont 95 % des émetteurs ne dépassent pas le niveau 3. À fin 2014, elle obtenait une note globale de 69/100, jugée positive au regard d'un indice de référence de 62. Ses principaux partenaires financiers seront interpellés si leur score est inférieur à ces moyennes. *"Cette politique renforce les dispositions fixées par le cadre réglementaire régissant les placements de l'ANCV et par notre Charte d'investissement : elle protège notre image d'un risque de dégradation par ricochet, souligne encore Mamadou Diop. Elle s'inscrit surtout dans notre philosophie, qui est d'œuvrer pour un monde plus responsable et solidaire."* ●

L'ISR, UN LEVIER DE PROGRÈS

L'investissement socialement responsable consiste, pour un acteur économique devant placer des fonds, à privilégier les opérateurs les plus vertueux en matière de pratiques sociales, environnementales et de gouvernance, au-delà du seul rendement financier.

QUAND RESPONSABILITÉ RIME AVEC PERFORMANCE

Pour l'Agence, la gestion durable et solidaire des ressources humaines entretient la mobilisation du personnel en phase avec les évolutions de la société.

Solidarité, engagement et performance... Choisies en 2013, les trois valeurs qui fondent l'identité de l'Agence continuent d'inspirer sa gestion des ressources humaines. Tout comme la Charte de la diversité, signée dès 2006. Elles trouvent notamment leur traduction dans la présence de 54,5 % de femmes pour l'ensemble de l'encadrement. Une prise de responsabilité liée à un système d'horaires variables personnalisés, permettant de conjuguer vie familiale et professionnelle. Idem pour le congé conventionnel post-maternité rémunéré de trois mois, qui s'ajoute au congé maternité légal. Pour ses recrutements, l'Agence s'adresse en priorité aux acteurs locaux.

En 2014, l'Agence a confié l'entretien de ses espaces verts à une entreprise employant sept salariés en insertion. Elle a aussi accueilli deux jeunes en alternance et un contrat aidé favorisant le retour à l'emploi ainsi qu'une dizaine de stagiaires. Elle dispose ainsi d'un effectif reflétant l'évolution de la société. "Au-delà de la solidarité, c'est un enjeu de performance, analyse Laurent Billerot,

« Décliner nos valeurs humaines dans nos pratiques RH concourt directement à la réussite de notre mission. »

Laurent Billerot,
chef du service RH à l'ANCV

54,5 %

de l'encadrement sont des femmes.

37,5 %

des postes ont été pourvus en interne.

chef du service RH. *Les diversités représentées dans les équipes reflètent celles de notre environnement, de la société et de nos clients et partenaires.*

Comme les années précédentes, l'Agence a multiplié les efforts en matière de formation, dépassant d'ailleurs le taux légal pour atteindre 3 % de la masse salariale. Grâce à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, 37,5 % des postes ont été pourvus en interne. Avec le dialogue social, le développement des compétences continue de jouer un rôle crucial dans la mobilisation des collaborateurs au service des objectifs et du projet d'entreprise. "Notre baromètre social 2015, qui vient de sortir, nous donne bien évidemment des pistes d'amélioration, conclut Laurent Billerot. Mais décliner nos valeurs humaines dans nos pratiques RH concourt directement à la réussite de notre mission." ●

UN OUTIL POUR LES MANAGERS

Les principes de management seront prochainement partagés et seront structurés autour de déclinaisons élaborées par l'ensemble des personnels encadrants de l'Agence.



18
décembre 2015

signature de la Charte Club
développement durable des
établissements et entreprises publics.

50
indicateurs

de suivi.

UNE VALEUR D'EXEMPLARITÉ

En adhérant au Club développement durable des établissements et entreprises publics, l'Agence bénéficie d'un partage d'expérience avantageux avec ses pairs.


Tout au long de l'année 2014, l'Agence a préparé son adhésion au Club développement durable des établissements et entreprises publics, matérialisée par la signature d'une Charte, le 18 décembre.

"Nous avons de prime abord effectué l'état des lieux des actions réalisées depuis la circulaire de 2008, coup d'envoi de la mobilisation du service public, explique Joseph Belladonna, chef du service

logistique et pilote de la démarche développement durable. *Nous nous sommes aperçus que l'ensemble des objectifs fixés alors avaient été atteints.*"

Au nombre d'une cinquantaine, les indicateurs de suivi qui existaient, de manière dispersée, dans les différentes directions de l'Agence ont été réunis au sein d'un nouveau tableau de pilotage. Ils révèlent qu'en six ans, le taux moyen d'émission de CO₂ des voitures particulières mises à la disposition des collaborateurs a chuté de 160 à 100 g/km. À ce résultat s'ajoute l'achat d'un premier véhicule électrique en 2014, la formation de 46 commerciaux à l'écoconduite en 2013, la généralisation de la

visioconférence pour les réunions de courte durée ou encore le ramassage et le recyclage, au siège, de 100 % du papier usagé. "L'adhésion au Club constitue à la fois un aboutissement et un tremplin, car nous allons bénéficier du soutien et du retour d'expérience des 70 autres membres, souligne Joseph Belladonna. Elle nous inscrit dans une nouvelle dynamique d'exemplarité, que partagent nos partenaires et nos collaborateurs, dont l'implication demeure primordiale." ●

 developpement-durable.gouv.fr
> Le club développement durable des établissements et entreprises publics (CDDEP)



www.ancv.com

AGENCE NATIONALE POUR LES CHÈQUES-VACANCES

Siège social : 36, boulevard Henri-Bergson, 95201 Sarcelles Cedex

 N° Indigo 0 825 844 344 0,15 € TTC/min

Établissement public industriel et commercial - 326 817 442 RCS Pontoise

N° intracommunautaire FR 06 326 817 442 000 55

